

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
CS 60036  
59820 Gravelines

Lille, le 18/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **BASF Agri-Production**

Port 7502  
7502 Rue du Vieux Chemin de Loon  
59820 Gravelines

Références : 20250422\_SGS\_PPC-SEVESO  
Code AIOT : 0007001117

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/04/2025 dans l'établissement BASF Agri-Production implanté Port 7502 7502 Route du Vieux Chemin de Loon 59820 Gravelines. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BASF Agri-Production
- Port 7502 7502 Route du Vieux Chemin de Loon 59820 Gravelines
- Code AIOT : 0007001117
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le site BASF AGRI-PRODUCTION-Gravelines, Seveso seuil haut, est implanté dans le département du Nord sur la commune de Gravelines. Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 16 avril 2018 modifié. Le site est spécialisé dans la formulation, le conditionnement, le stockage et la distribution d'herbicides liquides sélectifs destinés à l'agriculture. Le site comprend principalement :

- 3 ateliers de formulation,
- 4 lignes de conditionnement,
- 3 laboratoires (contrôle qualité, détection de contaminations croisées, et développement)
- un magasin de stockage de matières premières,
- un magasin de stockage de produits finis,
- un magasin de stockage de bidons vides,
- un magasin de stockage de cartons
- une cellule de stockage de produits finis inflammables,
- un bâtiment de stockage de matières premières liquides en fûts avec une partie fondoir,
- des aires extérieures de stockage en fûts et cubitainers (matières premières inflammables et non inflammables),
- une aire de stockage en vrac dite tank-farm,
- une station de traitement des eaux,
- une chaufferie.

#### Thèmes de l'inspection :

- SGS

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Organisation – Structure fonctionnelle	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1	Sans objet
2	Organisation – Rôles et responsabilités	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1	Sans objet
3	Organisation – Entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1	Sans objet
4	Gestion documentaire – Organisation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1	Sans objet
5	Gestion documentaire – Diffusion et mise en œuvre	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1	Sans objet
6	Mise en place et mise en œuvre du SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	Sans objet
7	Généralités SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article ANNEXE I	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Organisation – Structure fonctionnelle

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité :  1. Organisation, formation  Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu. [...]
<b>Constats :</b>  L'organisation mise en œuvre par l'exploitant en matière de prévention des risques est la présence d'un service QSES. Ce service met en œuvre un manuel QSES. Ce service QSES est dans l'organigramme sous l'adjoint à la direction, indépendamment de la production. Il y a des coordinateurs SES au sein des équipes. Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs sont décrites notamment dans l'organigramme du service QSES. Les missions sont définies dans le manuel (revu au maximum tous les 3 ans). L'organisation permet à la hiérarchie de prendre connaissance des questions posées par le personnel ou des problèmes de terrain avec: - des réunions avec les employés, au niveau du CSE, par des discussions informelles, lors des réunions du matin avec tous les services (20 min), lors de la revue de direction (moment d'échange et de partage). - des remontées peuvent être faites via le poste de garde qui les remontent au QSES Les différentes instances (Direction , QSE, chefs de services,...) permettent la communication et l'échange d'informations entre les services avec: - email, tableau d'affichage, réunion du matin et réunion trimestrielle, lors des causeries avec un thème, lors de formation - l'intranet disponible avec les infos par service, une newsletter avec partage d'infos. En cas de situation conflictuelle, l'arbitrage se fait via le directeur si besoin lors de réunions du matin suite à la remontée du problème.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Organisation – Rôles et responsabilités

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité :</p> <p>1. Organisation, formation</p> <p>Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les rôles et responsabilités du personnel en matière de sécurité sont clairement définis dans l'organigramme et dans les documents du système management HSE.</p> <p>L'organisation et les différentes procédures correspondantes sont cohérentes avec l'organisation et les procédures mises en place en matière de formation. Les procédures sont reprises dans le manuel QHSE, disponible sur My portal.</p> <p>Des personnes sont nominativement désignées dans l'organigramme qui formalise les rôles et les responsabilités.</p> <p>Concernant les opérateurs, les personnels intervenant dans des opérations qui peuvent être à l'origine d'accidents majeurs suivent un système d'habilitation: formation/habilitation avec un tuteur référent et une liste de formations à suivre (détection situation dangereuse, sensibilisation générale sécurité au poste de travail, danger de l'azote, formation au poste).</p> <p>Un accueil vidéo avec présentation des dangers et une évaluation aborde la problématique.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Organisation – Entreprises extérieures

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité :</p> <p>1. Organisation, formation</p> <p>Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu.</p> <p>Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.</p> <p>Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les modalités d'interface avec le personnel extérieur sont formalisées : formation d'accueil. Tout</p>

est décrit dans le document gr pro gard 0001- gestion accès usine, avec accueil sécurité identique au salarié, la validation est annuelle.  
Un plan de prévention avec permis de travail est rédigé avec notamment les risques associés et les moyens de prévention.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Gestion documentaire – Organisation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1

**Thème(s) :** Risques accidentels, SGS

**Prescription contrôlée :**

Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité :

1. Organisation, formation

Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu.

Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.

Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.

**Constats :**

L'organisation mise en place concernant la gestion et la mise à jour de la documentation :

- en matière d'organisation (organigramme, rôles et responsabilités...) : vu au point 1
  - en matière de formation (plan de formation, fiches de postes...) : existence d'un fichier lié à la personne avec ses données et avec également la périodicité de formation à respecter.
- L'organisation est reprise dans la documentation QHSE.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Gestion documentaire – Diffusion et mise en œuvre**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1

**Thème(s) :** Risques accidentels, SGS

**Prescription contrôlée :**

Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité :

1. Organisation, formation

Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à

<p>tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu.</p> <p>Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.</p> <p>Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les documents et documents modifiés sont diffusés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- lors des réunions avec les employés, au CSE, lors de réunion du matin avec tous les services (20 min), lors des revues de direction,</li> <li>- via l'intranet avec les infos par service, la newsletter avec partage d'informations.</li> </ul> <p>La mise en œuvre effective de ces documents se fait via des audits internes pour vérification ainsi que des visites de management (suivi des checks lists).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Mise en place et mise en œuvre du SGS**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté.</p> <p>L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le SGS est disponible sur My portal, il est également décliné dans le manuel QSES v.23, mis à jour en 2025 (valable 3 ans au maximum).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Généralités SGS**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article ANNEXE I</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

<p>Le système de gestion est proportionné aux risques, aux activités industrielles et à la complexité de l'organisation dans l'établissement et repose sur l'évaluation des risques. Il intègre la partie du système de gestion général incluant la structure organisationnelle, les responsabilités, les pratiques, les procédures, les procédés et les ressources qui permettent de déterminer et de mettre en œuvre la politique de prévention des accidents majeurs.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le SGS mis en place par l'exploitant a été contrôlé par sondage, notamment via les différents points énumérés ci-avant. Le contrôle ainsi effectué n'a pas mis en évidence de non conformité réglementaire.</p> <p>Le SGS est cité dans la PPAM de l'exploitant (v.7 du 29/01/2025).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>